

**Audience publique du 16 décembre 2015**

Recours formé par Monsieur ...et consorts, ...  
contre deux actes du ministre de la Culture  
en présence de l'administration communale de Diekirch et  
de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché S.A  
en matière de sites et monuments

---

**JUGEMENT**

Vu la requête, inscrite sous le numéro 34560 du rôle et déposée le 20 mai 2014 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Jacques Schonckert, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de :

1. Monsieur ..., ..., demeurant à L-...,
2. Madame ..., ..., demeurant à L-...,
3. Monsieur ..., ... e.r., demeurant à L-...,
4. Monsieur ..., ..., e.r., demeurant à L-...,
5. Monsieur ..., ..., demeurant à L-...

tendant à l'annulation d'un courrier du ministre de la Culture du 2 janvier 2014 proposant d'inscrire à l'inventaire supplémentaire « *un des cinq immeubles appartenant à la Société Nationale des Habitations à Bon Marché S.A* » situé à Diekirch et de l'arrêté du ministre de la Culture du 25 février 2014 portant inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux l'immeuble sis ..., rue ... à Diekirch, inscrit au cadastre de la commune de Diekirch, section A de Diekirch, sous le numéro 873/8566 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Gilbert Rukavina, demeurant à Diekirch, du 2 juin 2014, portant signification de la requête introductive d'instance à l'administration communale de Diekirch, représentée par ses bourgmestre et échevins actuellement en fonction, située à L-9250 Diekirch, 48, rue de l'Industrie ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Patrick Muller, agissant en remplacement de l'huissier de justice Carlos Calvo, les deux demeurant à Luxembourg, du 3 juin 2014, portant signification de la requête introductive d'instance à la société anonyme Société Nationale des Habitations à Bon Marché S.A., établie et ayant son siège social à L-2550 Luxembourg, 108, avenue du X Septembre, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 15 septembre 2014 ;

Vu l'ordonnance du premier vice-président du tribunal administratif du 6 novembre 2014 portant fixation de délais pour déposer des mémoires supplémentaires dans le chef de la partie demanderesse et de la partie étatique ;

Vu le mémoire supplémentaire, qualifié de « *mémoire en réplique* », déposé au greffe du tribunal administratif en date du 5 décembre 2014 par Maître Jean-Jacques Schonckert pour compte de ses mandants ;

Vu le mémoire supplémentaire, qualifié de « *mémoire en duplique* », du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 19 décembre 2014 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les actes attaqués ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jean-Jacques Schonckert et Madame le délégué du gouvernement Elisabeth Pesch en leurs plaidoiries respectives.

---

Lors de sa réunion du 5 septembre 2012, la Commission des Sites et Monuments nationaux relevant du ministère de la Culture, dénommée ci-après la « COSIMO », émit un avis favorable à l'unanimité de ses membres présents quant à l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux les immeubles sis ..., ... et ..., ..., ..., rue ... et ..., rue ... et ..., rue ... à Diekirch, appartenant tous à la société anonyme Société Nationale des Habitations à Bon Marché S.A., dénommée ci-après la « SNHBM », au vu de « *leur intérêt historique, national et local, ainsi que pour leur valeur architecturale et esthétique* », en constatant que tous ces immeubles font partie « *d'un même ensemble, témoignant de l'histoire sociale* ». La COSIMO releva encore que « *cet ensemble est authentique et rare, surtout pour cette région* ».

Par courrier du 2 janvier 2014, le ministre de la Culture, dénommé ci-après le « ministre », informa le bourgmestre de la Ville de Diekirch, dénommé ci-après « le bourgmestre », de son intention de proposer d'inscrire à l'inventaire supplémentaire « *un des cinq immeubles appartenant à la Société nationale des Habitations à Bon Marché S.A. et de ne pas empêcher ou retarder le remplacement des quatre autres par des constructions nouvelles* », avec l'indication que le service des Sites et Monuments nationaux ainsi que la SNHBM « *se concerteront en vue d'identifier rapidement lequel des bâtiments sera à retenir pour une rénovation « douce » à entreprendre par la Société avec l'aide du Service des Sites et Monuments nationaux, ceci conformément aux exigences de la bonne conservation du patrimoine architectural et en prenant soin d'atteindre le plus haut standard d'efficacité énergétique possible* ».

Par arrêté du 25 février 2014, le ministre inscrivit à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux l'immeuble sis au numéro ... de la rue ... à Diekirch, inscrit au cadastre de la commune de Diekirch, section A de Diekirch, sous le numéro 873/8566, l'intérêt historique, architectural et esthétique étant motivé comme suit dans l'arrêté en question :

« *L'immeuble sis ..., rue ... a été construit autour de 1940, par la Société Nationale des Habitations à Bon Marché. Il s'agit d'un immeuble collectif érigé dans un style néobaroque. Non seulement le décor architectural mais aussi le gabarit reprend et s'inspire de l'architecture traditionnelle. En effet, le volume est simple, sur plan rectangulaire, avec un*

*toit à deux pans. La façade, qui est agencée de manière symétrique s'élève sur deux niveaux. Les encadrements des ouvertures, en pierre de taille, ont des linteaux en arc segmentaire avec une clé de voûte au rez-de-chaussée et ils sont rectangulaires au premier étage. L'entrée à linteau droit avec entablement se situe dans l'axe central du bâtiment.*

*L'immeuble qui est conservé dans son authenticité, témoigne de l'histoire sociale de la région et du pays. La maison illustre un renouveau et une réinterprétation d'un langage architectural traditionnel, avec un gabarit et des façades bien proportionnés. L'immeuble mérite d'être protégé en raison de son intérêt historique, national et local, ainsi que pour sa valeur architecturale et esthétique. »*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 20 mai 2014, Monsieur ..., Madame ..., Monsieur ..., Monsieur ... et Monsieur ... ont fait introduire un recours tendant à l'annulation du courrier du ministre de la Culture du 2 janvier 2014, précité, ainsi que de l'arrêté ministériel précité du 25 février 2014.

Aucune disposition légale ne prévoyant de recours au fond en la présente matière, seul un recours en annulation a pu être introduit contre les actes attaqués.

Le délégué du gouvernement conclut tout d'abord à l'irrecevabilité du recours en annulation, pour défaut d'intérêt à agir dans le chef des demandeurs, à défaut par eux de disposer d'un intérêt personnel, direct, actuel et certain. Il estime au contraire que dans la mesure où les demandeurs entendraient agir dans le cadre de la « *sauvegarde du patrimoine architectural, historique et esthétique de la Ville de Diekirch* », ils défendraient un but d'intérêt général, sans établir un lien suffisamment individualisé entre les actes attaqués et leurs situations personnelles.

Dans leur mémoire en réplique, les demandeurs soutiennent que leurs domiciles respectifs se situeraient en face des « *immeubles concernés* », de sorte que ces derniers se trouveraient dans leur champ de vision direct. Par ailleurs, ils soutiennent que la défense du patrimoine architectural ne serait pas seulement de la compétence « *de la généralité* », alors qu'au cas où l'autorité compétente pour agir dans ce domaine aurait failli à sa mission de sauvegarde du patrimoine, la défense du patrimoine architectural reviendrait aux citoyens.

Les demandeurs relèvent encore qu'en leur qualité d'habitants du quartier avec lequel les immeubles litigieux feraient corps, ils disposeraient d'un intérêt à agir dans le cadre de la présente procédure, en soutenant que contrairement au reproche qui leur aurait été adressé, ils auraient fait toutes les démarches requises afin d'obtenir une mesure « *de classement* » des immeubles litigieux avant que ne soient pris les actes attaqués par le recours sous examen.

Dans son mémoire en duplique, le délégué du gouvernement rétorque que les demandeurs n'expliqueraient pas voire ne rapporteraient pas la preuve en quoi la non-inscription des immeubles litigieux risquerait de porter atteinte à la situation de droit ou de fait des demandeurs.

Il échet tout d'abord de rappeler que toute partie intéressée peut attaquer une décision administrative devant le juge administratif. Cette qualité n'appartient pas seulement aux

destinataires directs de l'acte, mais encore à toutes les personnes dont les droits et mêmes les simples intérêts peuvent être affectés par les effets de cet acte<sup>1</sup>.

Pour justifier de l'intérêt à agir, il faut pouvoir se prévaloir de la lésion d'un intérêt personnel dans le sens que la réformation ou l'annulation de l'acte attaqué confère au demandeur une satisfaction certaine et personnelle<sup>2</sup>.

Si les voisins proches d'un ou de plusieurs immeubles sur lesquels portent les actes attaqués ont un intérêt à voir respecter les règles applicables en matière de protection de sites et monuments nationaux, cette proximité de situation constitue un indice pour établir l'intérêt à agir, mais ne suffit pas à elle seule pour le fonder. Il faut de surcroît que l'inobservation éventuelle de ces règles soit de nature à entraîner une aggravation concrète de leur situation de voisins<sup>3</sup>.

En présence d'un recours contentieux dirigé contre une décision portant inscription voire non inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux d'un ou de plusieurs ouvrages déterminés, la partie demanderesse doit soit pouvoir justifier de l'existence d'une situation de proximité par rapport à l'ouvrage soit pouvoir faire valoir un intérêt spécial. L'analyse de l'existence ou non d'une situation de proximité appelle le juge administratif à considérer la distance entre la résidence de la partie demanderesse et l'implantation de l'ouvrage, l'importance de cette dernière et la configuration générale des lieux<sup>4</sup>.

En l'espèce, du fait par les demandeurs de faire essentiellement état de la proximité de leurs domiciles respectifs par rapport aux immeubles ayant fait l'objet d'une inscription voire d'un refus d'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux par les actes litigieux du 2 janvier et du 25 février 2014, ainsi que de leur cadre de vie qui serait fortement influencé par la présence des immeubles litigieux dans leur quartier, ils justifient d'un intérêt à agir contre les actes attaqués, d'autant plus qu'ils soutiennent de manière non contestée que les immeubles litigieux auraient fortement imprégné l'aspect général du quartier dans lequel ils habitent. Il s'ensuit que le moyen d'irrecevabilité tiré d'un défaut d'intérêt à agir est à rejeter pour ne pas être fondé.

Le délégué du gouvernement conclut encore à l'irrecevabilité du recours dans la mesure où il vise le courrier ministériel précité du 2 janvier 2014, étant donné qu'il ne s'agirait pas d'une décision susceptible de recours, mais d'un simple acte préparatoire dépourvu d'un caractère décisionnel.

En réponse à ce moyen, les demandeurs reprochent tout d'abord au délégué du gouvernement de ne pas avoir versé à l'appui de son dossier administratif le courrier du bourgmestre auquel la lettre précitée du 2 janvier 2014 n'aurait fait que répondre.

En ce qui concerne le courrier du bourgmestre qui aurait été envoyé au ministre, à la suite duquel celui-ci aurait signé le courrier précité du 2 janvier 2014, le délégué du

---

<sup>1</sup> trib. adm. 26 janvier 1998, n°s 10190 et 10352 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure contentieuse, n° 6 et autres références y citées

<sup>2</sup> trib. adm. 22 octobre 2007, n° 22489 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure contentieuse, n° 7 et autres références y citées

<sup>3</sup> v. trib. adm. 22 janvier 1997, n° 9443 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure contentieuse, n° 64 et autres références y citées

<sup>4</sup> v. trib. adm. 14 novembre 2005, n° 19248 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure contentieuse, n° 65 et autres références y citées

gouvernement soutient qu'il ne serait pas en mesure de communiquer ledit courrier de la Ville de Diekirch, alors qu'un tel courrier n'existerait pas. Au cas où les demandeurs feraient référence à un courrier du bourgmestre du 4 décembre 2013 par lequel ce dernier a informé le ministre de son intention d'autoriser la démolition des cinq immeubles litigieux, le délégué du gouvernement soutient à bon droit que ce courrier a été versé parmi les pièces de son dossier administratif, de sorte que la demande afférente des demandeurs est à rejeter pour ne pas être fondée.

Pour le surplus, les demandeurs estiment que le courrier en question du 2 janvier 2014 constituerait une décision prise par le ministre, en se référant d'une manière générale au contexte dans lequel cette décision aurait été prise, ainsi qu'au libellé du courrier en question.

Dans son mémoire en duplique, le délégué du gouvernement maintient sa position suivant laquelle le courrier précité du 2 janvier 2014 constituerait un courrier d'information et de concertation en vue d'une prise de décision, qui serait d'ailleurs celle prise par la suite en date du 25 février 2014, également soumise au tribunal dans le cadre de la présente instance.

D'une manière générale, le représentant gouvernemental estime que le courrier litigieux du 2 janvier 2014 constituerait le début d'une démarche effectuée par le ministre, par laquelle il a informé les services et les administrations concernés de son intention de procéder à l'inscription à l'inventaire supplémentaire d'un des cinq immeubles litigieux appartenant à la SNHBM.

L'acte émanant d'une autorité administrative, pour être sujet à un recours contentieux, doit constituer, dans l'intention de l'autorité qui l'émet, une véritable décision, à qualifier d'acte de nature à faire grief, c'est-à-dire un acte de nature à produire par lui-même des effets juridiques affectant la situation personnelle ou patrimoniale de celui qui réclame<sup>5</sup>.

Echappent au recours contentieux, les actes préparatoires qui ne font que préparer la décision finale et qui constituent des étapes dans la procédure d'élaboration de celle-ci<sup>6</sup>.

En l'espèce, il se dégage des termes mêmes utilisés par le ministre dans son courrier litigieux adressé en date du 2 janvier 2014 au bourgmestre qu'il ne faisait qu'envisager l'inscription à l'inventaire supplémentaire d'un seul immeuble d'ailleurs non autrement déterminé, alors qu'il n'y est fait référence qu'à « *un des cinq immeubles* » appartenant à la SNHBM à Diekirch, de sorte qu'il échut de conclure des termes ainsi utilisés par le ministre qu'à l'époque où le courrier en question a été signé, aucune décision définitive n'avait été prise quant à une quelconque décision de classement ou d'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux, alors même que celle-ci ne vise qu'un seul immeuble non autrement spécifié.

Il s'ensuit que le courrier litigieux du 2 janvier 2014 ne constitue qu'un acte préparatoire dans la procédure de classement de l'immeuble visé par l'arrêté finalement pris par le ministre en date du 25 février 2014, également visé par le recours sous examen. Partant, à défaut d'inclure un élément décisionnel, le courrier du 2 janvier 2014 n'est pas de nature à faire l'objet d'un recours contentieux devant les juridictions administratives, de sorte que le

---

<sup>5</sup> trib. adm. 18 juin 1998, n°s 10617 et 10618 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Actes administratifs, n° 32 et autres références y citées

<sup>6</sup> Cour adm. 22 janvier 1998, n°s 9647C, 9759C, 10080C et 10276C du rôle, Pas. adm. 2015, V° Actes administratifs, n° 51 et autres références y citées

recours sous examen est à déclarer irrecevable pour autant qu'il vise ce courrier. Cette conclusion ne saurait être énervée par l'argumentation développée par les demandeurs suivant laquelle en ne proposant à l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux que l'un des cinq immeubles faisant partie d'un ensemble d'immeubles, il y aurait lieu d'en conclure qu'*a contrario*, il aurait été décidé de ne pas y inscrire les quatre autres immeubles, étant donné qu'aucun immeuble n'a été spécialement désigné ni en ce qui concerne l'inscription ni en ce qui concerne le refus d'inscription, de sorte que l'option proposée n'est pas suffisamment précise pour conclure à un *préjugé* certain et définitif.

Il s'ensuit que le recours est à déclarer irrecevable en ce qui concerne l'acte précité du 2 janvier 2014.

Aucun autre moyen d'irrecevabilité n'ayant été soulevé en cause, le recours en annulation est à déclarer recevable, en ce qu'il vise l'arrêté ministériel précité du 25 février 2014, pour avoir été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

Il échet encore de relever que si une partie tierce intéressée ne comparaît pas dans le délai prévu à l'article 5 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, dénommée ci-après « la loi du 21 juin 1999 », le tribunal statue néanmoins à l'égard de toutes les parties, en application de l'article 6 de la loi précitée.

En l'espèce, malgré le fait que le présent recours leur a été signifié par la voie d'un huissier de justice, ni l'administration communale de la Ville de Diekirch ni la SNHBM n'ont constitué avocat ou déposé un mémoire dans le cadre de la présente instance. Il échet néanmoins de rendre le présent jugement également à leur égard, en application de l'article 6 de la loi du 21 juin 1999.

Dans leur mémoire en réplique, les demandeurs, après avoir constaté, au vu des pièces communiquées par le délégué du gouvernement à l'appui de son mémoire en réponse, qu'au moins 10 documents plus particulièrement énumérés dans ledit mémoire en réplique, ne leur auraient pas été transmis au cours de la phase précontentieuse malgré leur demande afférente du 13 février 2014 adressée au ministre afin d'obtenir la communication « *de l'ensemble des éléments d'information* », concluent à l'annulation de la décision attaquée pour violation du principe de l'égalité des armes.

S'il est vrai que le délégué du gouvernement, dans son mémoire en duplique, ne conteste pas ce défaut par le ministre d'avoir communiqué l'intégralité du dossier administratif en cours de la phase précontentieuse, il n'en demeure pas moins que les pièces en question ont été versées dans le cadre de la présente instance parmi celles faisant partie du dossier administratif versé par le gouvernement, conformément à l'obligation légale lui imposée par l'article 8, paragraphe (5) de la loi du 21 juin 1999. Il s'ensuit que les pièces en question ont pu être librement discutées par les parties à l'instance, de sorte que même à supposer qu'il puisse y avoir eu une lésion des droits de la défense des demandeurs au cours de la phase précontentieuse, c'est à bon droit que le délégué du gouvernement soutient qu'une telle violation éventuelle des droits de la défense des demandeurs ne peut plus être retenue à l'heure actuelle, étant donné que les demandeurs avaient connaissance des pièces en question au plus tard au moment du dépôt du mémoire en réponse de l'Etat ensemble avec le dossier administratif. Pour le cas où, à ce moment-là, ils auraient estimé avoir été lésés dans leurs droits de la défense du fait de ne pouvoir prendre position par rapport aux pièces en question

que par un seul mémoire, alors que d'après l'article 5 de la loi du 21 juin 1999, les demandeurs disposent en principe de deux mémoires au cours de la phase contentieuse, y compris la requête introductive d'instance, ils auraient pu solliciter l'autorisation de la part du tribunal afin de verser un mémoire supplémentaire afin de réparer la lésion éventuelle de leurs droits, ce qui n'a toutefois pas été fait. De toute façon, cette communication tardive des pièces litigieuses citées par les demandeurs dans leur mémoire en réplique ne saurait entraîner l'annulation de la décision attaquée, un vice procédural ne pouvant être retenu par le tribunal de ce fait.

Il s'ensuit que ce moyen est à rejeter.

Au fond, les demandeurs soutiennent que l'arrêté ministériel litigieux du 25 février 2014 devrait « *suivre le sort réservé à la première décision sur laquelle [il] se base implicitement mais nécessairement* », à savoir le courrier ministériel précité du 2 janvier 2014. Ainsi, ils reprochent au ministre de ne pas avoir motivé la non-inscription de quatre des cinq immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux. En effet, les demandeurs sont d'avis que les cinq immeubles font partie d'un ensemble architectural cohérent et qu'ils auraient dû faire l'objet d'une inscription dans leur ensemble.

A titre subsidiaire, les demandeurs reprochent au ministre de s'être référé à un avis de la SNHBM, sans toutefois mentionner la date de celui-ci, de sorte que toute vérification à cet effet serait ainsi rendue impossible.

Par ailleurs, les demandeurs critiquent la décision précitée du 25 février 2014 en ce qu'elle se réfère à un avis du conseil communal de la Ville de Diekirch qui serait toutefois « *manifestement illicite* », en ce que le conseil communal aurait voté par 5 votes différents sur chacune des maisons litigieuses, alors que son avis aurait été sollicité par rapport à un *ensemble* de maisons qui représenterait un intérêt historique et architectural digne des protection.

D'une manière générale, les demandeurs reprochent au ministre d'avoir commis un détournement de pouvoir sinon une violation de la loi en ne prenant position que par rapport au seul immeuble finalement inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux, sans prendre en compte les quatre autres immeubles faisant partie du même ensemble architectural et dont l'inscription à l'inventaire supplémentaire avait initialement été proposée par la COSIMO. Ainsi, il est reproché au ministre de ne pas avoir spécifié les motifs l'ayant finalement amené à refuser ladite inscription pour l'ensemble des cinq immeubles concernés, voire pour chaque immeuble individuellement.

Les demandeurs rappellent dans ce contexte que leur reproche adressé au ministre consiste non pas dans le fait de procéder au classement d'un seul immeuble, à savoir celui situé au numéro ... de la rue ... à Diekirch, mais de ne pas avoir procédé au classement de l'ensemble des cinq immeubles faisant partie d'un ensemble architectural cohérent et dont le classement a été proposé par l'avis de la COSIMO du 5 septembre 2012. Ainsi, du fait de ne pas avoir procédé à l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux des quatre autres immeubles faisant partie du même ensemble d'immeubles que celui auquel appartient l'immeuble situé au numéro ... de la rue ... à Diekirch, le ministre aurait pris une décision négative de non-inscription des quatre immeubles en question, ce qui lui serait justement reproché par le recours sous examen.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soutient que « *l'avis* » de la SNHBM sur lequel le ministre se serait basé à l'appui de la décision attaquée du 25 février 2014, aurait été communiqué aux demandeurs et que ceux-ci auraient eu la possibilité d'y prendre position. Par ailleurs, ledit avis figurerait également parmi les pièces du dossier administratif versé dans le cadre de la présente instance. Pour le surplus, le délégué du gouvernement soutient qu'il ne s'agirait pas à proprement parler d'un « *avis* », mais d'observations qui auraient été formulées par la SNHBM en sa qualité de propriétaire « *dans le cadre de la procédure précédant l'arrêté d'inscription à l'inventaire supplémentaire* ».

Quant à l'avis du conseil communal de la Ville de Diekirch du 18 décembre 2012, auquel s'est également référé le ministre à l'appui de sa décision prise par l'arrêté attaqué du 25 février 2014, le délégué du gouvernement conteste que ledit avis puisse être considéré comme étant illégal, tel qu'allégué par les demandeurs, en soutenant que l'avis du conseil communal n'aurait nullement été sollicité par rapport à « *l'ensemble des immeubles* », de sorte que le conseil communal aurait pu procéder par 5 votes différents par rapport à chacun des immeubles concernés. Pour le surplus, le délégué du gouvernement soutient que ledit avis respecterait les formalités et conditions posées par le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes.

Quant au fond, le représentant gouvernemental soutient que la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, ci-après dénommée la « *loi du 18 juillet 1983* », ne mentionnerait pas la notion « *d'ensemble d'immeubles* », de sorte qu'il aurait pu être procédé à l'analyse d'un seul immeuble afin de vérifier s'il remplit les conditions afin d'être inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux et de procéder à ladite inscription en ce qui concerne un seul immeuble, étant relevé par ailleurs par le délégué du gouvernement que la COSIMO aurait d'ailleurs procédé de la même manière, en examinant séparément chacun des cinq immeubles litigieux. Il soutient encore dans ce contexte que dans la mesure où l'avis de la COSIMO ne constituerait pas un avis « *conforme* », mais qu'il s'agirait au contraire d'un avis purement consultatif, le ministre n'aurait pas été lié par ledit avis. D'une manière générale, le délégué du gouvernement estime que le ministre aurait fait une application correcte et non arbitraire de la loi du 18 juillet 1983, en effectuant une analyse proportionnée par rapport aux faits de l'espèce, de sorte que la décision sous examen serait dépourvue de toute erreur manifeste d'appréciation.

Etant donné qu'il a été conclu ci-avant que le courrier précité du 2 janvier 2014 ne constitue pas une décision susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux, le premier moyen relatif à une annulation par ricochet de l'annulation de la prétendue décision du 2 janvier 2014 est à rejeter.

Il échet ensuite de prendre position par rapport au reproche formulé par les demandeurs quant aux avis de la SNHBM et du conseil communal de la Ville de Diekirch auxquels le ministre s'est référé dans l'arrêté ministériel attaqué du 25 février 2014. Comme il vient d'être relevé ci-avant, et au stade actuel de la procédure contentieuse, il échet de constater qu'au plus tard au cours de la phase contentieuse du litige, les demandeurs admettent eux-mêmes dans le cadre de leur mémoire en réplique, que des pièces non connues par eux au cours de la phase précontentieuse, auraient été versées par le délégué du gouvernement à l'appui de son mémoire en réponse, dans le cadre de la communication du dossier administratif intégral. Par ailleurs, et surtout, les demandeurs n'invoquent à l'appui de leur reproche aucune base légale ou réglementaire sur le fondement de laquelle ils auraient pu



appuyer leur reproche, de sorte que celui-ci n'est pas à considérer comme constituant un moyen en droit, une violation des dispositions légales ou réglementaires ne pouvant par ailleurs pas être constatée par le tribunal.

Quant au fond, il échet de constater qu'en substance les demandeurs reprochent au ministre de ne pas avoir motivé sa décision de ne pas procéder au classement de l'ensemble des cinq immeubles faisant partie d'un ensemble architectural cohérent, tel que celui-ci ressort de l'avis de la COSIMO du 5 septembre 2012. Dans ce contexte, il échet de constater qu'à la base de la décision ministérielle, se trouvait une proposition d'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux de l'ensemble des cinq immeubles litigieux dont le ministre a choisi un seul, d'après des critères d'ailleurs non autrement établis, afin de l'inscrire audit inventaire supplémentaire.

S'il est vrai que l'avis de la COSIMO à laquelle le ministre s'est référé dans la décision attaquée du 25 février 2014 ne lie pas le ministre dans la prise de sa décision, il n'en demeure pas moins que les motifs de nature à justifier le refus de suivre ledit avis ne sont indiqués ni dans la décision sous examen, ni d'ailleurs dans les mémoires versés par le délégué du gouvernement au cours de la phase contentieuse de la présente instance, ni d'ailleurs aucune explication orale à ce sujet n'a été fournie au cours de l'audience des plaidoiries. Le tribunal se trouve partant dans l'impossibilité de vérifier tant l'existence que le caractère proportionnel desdits motifs dans le cadre du recours en annulation lui soumis, de sorte qu'il n'est pas en mesure de vérifier si le ministre n'a pas commis une erreur manifeste d'appréciation des faits dont il était saisi. Il s'ensuit que la décision ministérielle du 25 février 2014 encourt l'annulation pour défaut de motivation.

Etant donné qu'il se dégage des explications orales des parties à l'audience des plaidoiries que les immeubles non inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux ont entretemps été démolis, il n'y a pas lieu de renvoyer le dossier au ministre de la Culture.

### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

rejette la demande des demandeurs tendant à voir produire par le gouvernement un courrier qui se serait trouvé à la base de la décision du 2 janvier 2014 ;

déclare le recours en annulation irrecevable en ce qu'il vise le courrier ministériel du 2 janvier 2014 et le déclare recevable pour le surplus ;

au fond, le déclare justifié dans cette mesure, partant annule la décision du ministre de la Culture du 25 février 2014 en ce qu'elle porte refus d'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux des quatre immeubles situés à Diekirch, ..., rue ... et ..., rue ..., et ..., rue ... et ..., rue ... ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,  
Olivier Poos, juge,  
Michèle Stoffel, juge,

et lu à l'audience publique du 16 décembre 2015 par le premier vice-président, en  
présence du greffier Marc Warken.

s. Marc Warken

s. Carlo Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 16/12/2015  
Le Greffier du Tribunal administratif